



## SYNTHESE ET ENSEIGNEMENTS

## BONNES PRATIQUES DE RESILIENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL



# Sommaire

|  |    |
|--|----|
| Sigles et abréviations.....  | 3  |
| Résumé exécutif .....  | 5  |
| Introduction.....  | 7  |
| I. Le processus de capitalisation.....   | 11 |
| II. Pauvreté et résilience : agir autrement.....   | 14 |
| i. Le pilier 3 d’AGIR, « naturellement » prédominant .....   | 16 |
| Restaurer et préserver le capital terre et accroître la production et la productivité agricoles ....                     | 17 |
| Des pratiques séculaires améliorées par la recherche.....  | 18 |
| Simplicité de mise en œuvre et de partage.....   | 18 |
| Le poids de l’histoire et des structures d’appui .....   | 18 |
| ii. Une bonne pratique de résilience, c’est une pratique qui permet d’accroître la productivité agricole .....           | 21 |
| Forêt nourricière, warrantage de prévoyance... ..  | 22 |
| Du crédit pour faire face aux frais de scolarité des enfants et pour le petit commerce .....                             | 23 |
| Retour sur investissement.....   | 23 |
| Redonner une seconde vie à la terre .....  | 23 |
| La santé par les plantes .....   | 24 |
| Vivre autrement .....  | 24 |
| Favoriser le vivre ensemble.....   | 24 |
| iii. De bonnes pratiques en mal de soutien institutionnel, en dépit des efforts consentis .....                          | 25 |
| Des pratiques institutionnelles en déphasage avec la demande des innovateurs .....                                       | 25 |
| Une main d’œuvre de plus en plus rare .....  | 27 |
| Les fonds ne font pas tout, mais leur absence peut compromettre la mise en œuvre d’une bonne pratique de résilience..... | 28 |
| La disponibilité de terres, condition de mise en œuvre de certaines bonnes pratiques de résilience .....                 | 28 |
| III. La résilience, une notion peu connue, mais pas inconnue .....   | 29 |
| Résilient, pas résilient : à chacun ses raisons.....   | 31 |
| L’art d’être résilient.....  | 32 |
| IV. Recommandations.....   | 33 |
| Conclusion : Bonnes pratiques de résilience : une affaire d’hommes, une affaire de « riches » .....                      | 39 |

## Sigles et abréviations

|               |  |
|---------------|--|
| <b>AFD</b>    | Agence française de développement  |
| <b>AFDI</b>   | Agriculteurs français et développement international                             |
| <b>AGIR</b>   | Alliance globale pour l'initiative résilience                                    |
| <b>APESS</b>  | Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane                 |
| <b>AVEC</b>   | Association villageoise d'épargne et de crédit                                   |
| <b>AVSF</b>   | Agronome et vétérinaire sans frontière   |
| <b>CAP</b>    | Coopérative Agricole du Passoré  |
| <b>CEDEAO</b> | Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest                             |
| <b>CILSS</b>  | Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel                        |
| <b>CIRAD</b>  | Centre international de recherche en agronomie pour le développement             |
| <b>CIRDES</b> | Centre international de recherche- développement sur l'élevage en zone subhumide |
| <b>CRCR</b>   | Comité régional de concertation des ruraux                                       |
| <b>CRRA</b>   | Centre régional de recherche agronomique   |
| <b>CSAO</b>   | Club du sahel et de l'Afrique de l'Ouest   |
| <b>CTAA</b>   | Centre technique d'amélioration de la traction asine                             |
| <b>DRPIA</b>  | Direction régionale de la production et de l'industrie animale                   |
| <b>FARM</b>   | Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde                        |
| <b>FFEM</b>   | Fond français pour l'environnement mondial                                       |
| <b>FG</b>     | Focus group  |
| <b>FNGN</b>   | Fédération Nationale des groupements Naam  |
| <b>GRAF</b>   | Groupe de recherche et d'action sur le foncier                                   |
| <b>GSA</b>    | Grenier de sécurité alimentaire  |
| <b>IER</b>    | Institut d'économie rurale   |
| <b>IUCN</b>   | Union international pour la conservation de la nature                            |
| <b>IPAR</b>   | Initiatives, prospective agricoles et rurales                                    |
| <b>IRD</b>    | Institut de recherche pour le développement                                      |
| <b>ITW</b>    | Interview  |
| <b>LARES</b>  | Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale                           |
| <b>MAAF</b>   | Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt                  |
| <b>MAE</b>    | Ministère des affaires étrangères  |
| <b>OIG</b>    | Organisation intergouvernementale  |
| <b>OP</b>     | Organisation de producteurs  |
| <b>OSC</b>    | Organisation de la société civile  |
| <b>PRP</b>    | Priorités résilience pays  |
| <b>PTF</b>    | Partenaire technique et financier  |
| <b>RAFIA</b>  | Recherche Appui et Formation aux initiatives d'auto-développement                |

|               |  |
|---------------|--|
| <b>RAP</b>    | Recherche action en partenariat  |
| <b>RBM</b>    | Réseau Bilital Maroobé   |
| <b>RCT</b>    | Responsable des comités techniques   |
| <b>RECOPA</b> | Réseau de communication sur le pastoralisme                                  |
| <b>RNA</b>    | Régénération naturelle assistée  |
| <b>ROPPA</b>  | Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest |
| <b>SD</b>     | Stratégie de communication   |
| <b>UE</b>     | Union européenne   |
| <b>UDPN</b>   | Union départementale des producteurs de niébé                                |
| <b>VSF</b>    | Vétérinaire sans frontière   |

## Résumé exécutif

**Capitaliser c'est aller chercher l'information et la partager auprès de ceux qui en ont besoin.** En l'occurrence, l'objectif de la capitalisation des bonnes pratiques de résilience en Afrique de l'Ouest initiée par la Cellule Technique AGIR et réalisée par le consortium Jade Productions/ Inter-réseaux était d'aller chercher l'information sur les pratiques résilientes auprès des populations qui les mettent en œuvre pour les partager auprès des acteurs qui ne les connaissaient pas.

La ligne éditoriale des divers supports de capitalisation est « **une pratique, un individu, un terroir** ». Qu'il s'agisse de la brochure de bonnes pratiques, des capsules témoignages ou du film broadcast ainsi que de la stratégie de diffusion et de ce présent document ; les populations vulnérables, et principalement les paysans, ont la parole ou sont la principale cible des actions préconisées.

**Les concepts de résilience et de bonnes pratiques** ont fait l'objet d'une analyse par le consortium issue des diverses données collectées sur le terrain auprès des acteurs, ruraux et innovants, au Mali, Niger, Burkina Faso et Togo. Plusieurs enseignements sont ainsi présentés dans le présent document :

- *la prédominance du pilier 3 d'AGIR, « améliorer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des ménages vulnérables et leur accès aux aliments », par rapport aux trois autres piliers (protection sociale, nutrition, gouvernance), entraînant un déséquilibre de fait dans la documentation des piliers ;*
- *le classement par les producteurs ruraux de l'accroissement de la productivité agricole et de l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle en tête des effets désirés des bonnes pratiques ;*
- *un environnement juridique et institutionnel insuffisamment incitatif et des ressources humaines limitées, freins à la mise à l'échelle des bonnes pratiques ;*
- *la faible connaissance de la notion de résilience et la méconnaissance d'AGIR ne se traduisent pas par un rejet de la résilience, bien au contraire ;*
- *la plupart des bonnes pratiques ne sont pas à la portée des plus pauvres. Leur simple dissémination ne s'accompagne pas de leur adoption.*

Enfin, **trois recommandations ainsi que des actions prioritaires** ont été formulées à l'endroit de la CT-AGIR :

- ✓ *Promouvoir une culture de la capitalisation et du partage d'expériences entre pays, OSC, organisations paysannes et autres acteurs membres de l'Alliance*
- ✓ *Favoriser le plaidoyer (informer/ sensibiliser) envers les décideurs pour améliorer l'environnement juridique et institutionnel*
- ✓ *Mettre les plus vulnérables au cœur de la capitalisation et du partage, de l'adoption et du maintien de bonnes pratiques.*

Mots clé : Résilience, bonnes pratiques, AGIR, capitalisation, diffusion et adoption, populations vulnérables



## Introduction

Capitaliser et surtout diffuser les *bonnes pratiques permet de partager les connaissances et favorise l'apprentissage*. Mais existe-t-il une méthode et des connaissances partagées sur la capitalisation ? Dans ce contexte où existent autant de supports de capitalisation que d'acteurs capitalisants, il est essentiel de réfléchir et d'analyser le processus mis en œuvre dans le cadre d'AGIR.

### **L'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience**

L'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR) est née d'une consultation organisée en juin 2012 à Bruxelles sur la crise alimentaire dans le Sahel. Les parties prenantes – c'est-à-dire les décideurs sahéliens et leurs partenaires du nord – ont décidé de lancer AGIR pour « *mettre définitivement fin au cycle de la faim et de la malnutrition* ».

L'Alliance est placée sous le leadership de la CEDEAO et de l'UEMOA avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le CILSS assure la coordination technique avec la facilitation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO / OCDE). L'Alliance regroupe dix-sept pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest : *Bénin, Burkina Faso, Cap vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Léone, Togo, Mauritanie, Tchad.*

L'objectif, précisé dans la Feuille de Route régionale (FR-AGIR) adoptée à Paris le 9 avril 2013, consiste à éradiquer la malnutrition à un horizon de vingt ans, en ciblant trois catégories de population : i) les producteurs agricoles les plus vulnérables, ii) les agropasteurs et pasteurs, et iii) les travailleurs pauvres en milieu urbain et rural.

Pour atteindre cet objectif, quatre priorités d'actions sont définies :

« *Pilier 1 : Restauration, renforcement des moyens d'existence et protection sociale des plus vulnérables,*

*Pilier 2 : Renforcement de la santé et de la nutrition,*

*Pilier 3 : Augmentation durable de la production alimentaire, des revenus des ménages vulnérables et de leur accès aux aliments,*

*Pilier 4 : Renforcement de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ».*

AGIR n'a pas vocation à se substituer aux politiques existantes mais en quelque sorte à « injecter » de la résilience dans les programmes existants. Les activités menées couvrent l'information, le lobbying, la conduite de dialogues inclusifs, la mise en place de synergies, la revue des politiques, stratégies et programmes existants, etc. afin d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les priorités en matière de résilience de chacun des pays concernés.

Tout projet de capitalisation vise un objectif précis : améliorer la qualité des actions, innover et faire évoluer ses propres pratiques, se former, promouvoir des actions exemplaires, promouvoir une dynamique d'échanges entre acteurs institutionnels, influencer les politiques, etc. Si les objectifs de la capitalisation sont souvent réfléchis et partagés en amont de cette dernière, il en est autrement de ses publics cibles. L'absence de segmentation des publics cibles peut nuire à la qualité finale des produits de capitalisation.

### ➤ *Les objectifs de capitalisation*

L'initiative AGIR accorde une place importante à la capitalisation et au partage d'expériences bâtis autour de la communication, de la documentation et de la diffusion de bonnes pratiques en matière de résilience (site web, médias, ateliers régionaux de partages d'expériences, etc.). La présente mission de capitalisation s'inscrit dans cette logique. La Cellule Technique Régionale espère ainsi améliorer les connaissances des parties prenantes sur les bonnes pratiques de résilience dans les dix-sept pays couverts. Un accent particulier est mis sur l'identification, l'analyse, la valorisation et la diffusion des connaissances endogènes des populations rurales dans les pays sahéliens et de l'Afrique de l'Ouest.

L'objectif global affiché est d'accroître les connaissances des parties prenantes de l'Alliance (OIG, OSC, Etats, PTF, etc.) sur les bonnes pratiques en matière de résilience. Pour ce faire, il est envisagé d'identifier et de documenter les bonnes pratiques de résilience, définies comme des expériences ou des connaissances endogènes que les populations rurales mettent déjà en œuvre sur la résilience. De plus, il est attendu que les connaissances et les capacités des parties prenantes d'AGIR sur ces pratiques soient renforcées. Enfin, il est prévu de favoriser une large communication et un meilleur partage des bonnes pratiques de résilience entre les pays impliqués dans l'Alliance, mais également avec les autres régions du continent africain.

Etant donné la multitude de pratiques existantes, après en avoir identifié certaines, il sera nécessaire d'en sélectionner quelques-unes à faire connaître et diffuser. Concernant la diffusion, il est également prévu qu'une réflexion soit portée sur la mise en place d'un dispositif efficace de partage de ces bonnes pratiques auprès des différents publics cibles.

Un des défis qui a été rappelé lors de la première réunion de cadrage entre CILSS, Jade Productions et Inter-réseaux est de concevoir des produits très pratiques ; exploitables aussi bien par les points focaux AGIR, les PTF impliqués ainsi que par les huit réseaux d'OSC qui doivent se les approprier pour toucher la « base ».

L'originalité de l'approche d'AGIR et du CILSS dans le cadre de cette capitalisation des bonnes pratiques de résilience au Sahel et Afrique de l'Ouest repose sur:

- l'identification préalable des publics cibles et la mise en avant des groupes vulnérables ;
- la définition de thématiques de capitalisation dès le début du processus ;
- l'importance accordée à la diffusion des produits de capitalisation, perçue comme une étape distincte mais concomitante à la production de ces derniers ;



- la prise en compte des recommandations et propositions de l'équipe de capitalisation dès le début du processus pour l'élaboration de produits plus techniques.

Ces principes marquent une réelle volonté de capitaliser autrement et de maximiser l'utilité et l'impact des produits finaux. Partageant les mêmes objectifs, l'équipe de capitalisation composée principalement de Souleymane Ouattara et Stéphane Sawadogo (Jade Production) ainsi que Joël Teyssier et Marion Guillet (Inter-réseaux Développement rural), a réfléchi et suivi une ligne éditoriale globale basée sur « un innovateur, une pratique, un terroir ».

### ➤ *Les produits attendus*

Une réflexion commune a été portée par Jade Productions, Inter-réseaux et le CILSS à propos des produits de la capitalisation des bonnes pratiques de résilience. Ce processus a permis une évolution de ces derniers au fur et à mesure que les éléments de cadrage se précisaient.

Les termes de référence mentionnent quatre produits attendus de cette capitalisation : un rapport de capitalisation, un recueil des meilleures pratiques de résilience par pays, un document de stratégie et de plan de communication et un film documentaire de 20 minutes. Après avoir échangé avec le CILSS et compris l'utilisation potentielle de ces produits, une adaptation des supports vidéo est proposée : remplacer l'unique film de 20 minutes par un film de 13 minutes complété par plusieurs « clips » ou « capsules » de 3 minutes. Ce format de vidéo enrichira ou élargira la gamme des outils de plaidoyer d'AGIR. Des extraits de ces capsules pourront être insérés dans des présentations pour les rendre plus dynamiques et attractives. Les capsules ont aussi vocation à être utilisées comme supports d'information voire de formation par les agents techniques et les organisations paysannes au profit de leurs membres. Finalement, une collecte si grande d'images intéressantes a été faite pour le film que sa durée a été allongée à plus de 40 minutes.

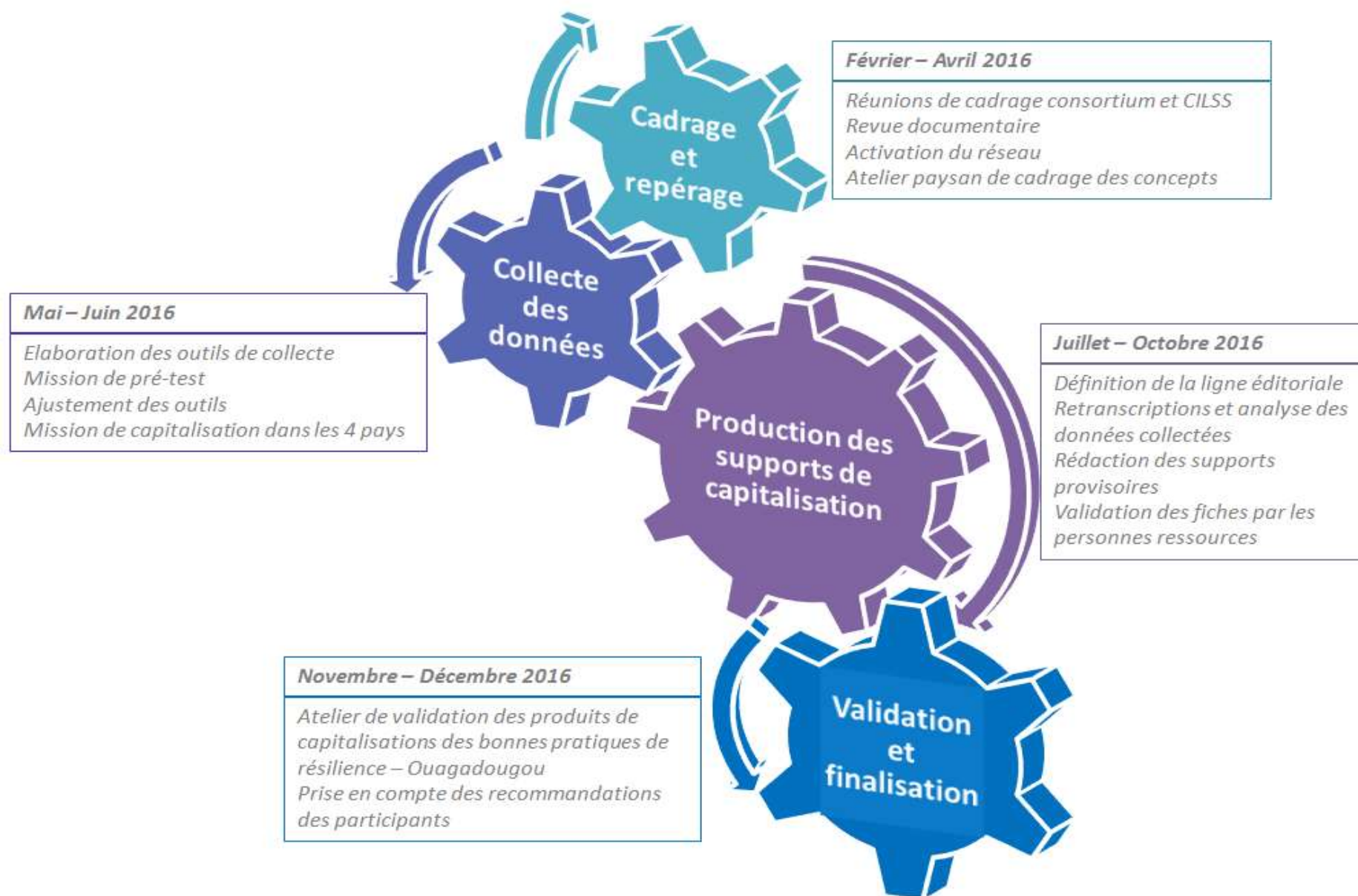
En plus des deux produits vidéo, à savoir les capsules et le film « broadcast » à diffuser sur les chaînes à grande audience, l'équipe Jade Productions Inter Réseaux s'est engagée, au regard de la méconnaissance d'AGIR, de concevoir une bande annonce. Celle-ci introduit tous les produits vidéo.

Les attentes communes de cette capitalisation s'articulent autour des six produits suivants :

- un document de synthèse et enseignements (34 pages) ;
- une brochure sur les bonnes pratiques de résilience (15 fiches, 70 pages) ;
- une bande annonce (42 secondes) ;
- cinq capsules vidéo de témoignages (3 minutes) ;
- un film « broadcast » (45 minutes) ;
- un document de stratégie de communication des dits produits (45 pages)

**Le présent document introduit dans un premier temps de manière synthétique le processus de capitalisation poursuivi dans le cadre du mandat donné par le CT-AGIR. Dans un second temps, le consortium met en avant une diversité d'enseignements issus du travail de terrain effectué pendant la capitalisation. Enfin, dans une dernière partie des recommandations ainsi que des actions prioritaires à l'endroit de la CT-AGIR sont formulées.**

## I. Le processus de capitalisation



Des réunions de cadrage jusqu'à l'atelier de validation des produits, la capitalisation des bonnes pratiques de résilience s'est appuyée sur une méthodologie participative tout au long du processus. Une diversité d'acteurs a donc contribué plus ou moins directement à l'élaboration des produits ; membres Inter-réseaux, experts, chercheurs et paysans.

Le processus s'est déroulé sur une période de huit mois, entre Mars et Novembre 2016 comme l'illustre le schéma ci-dessus. Plusieurs étapes qui se succèdent plus ou moins dans le temps ont permis d'élaborer la diversité des produits de capitalisation. Le processus démarre par une phase de repérage et de cadrage des bonnes pratiques de résilience suivi d'une phase de collecte de données sur le terrain. L'ensemble des données collectées ont été compilées, analysées et utilisées pendant la phase de production des supports de capitalisation qui ont été eux même validés et finalisés en fin de processus.

- ❖ La phase de cadrage et de repérage regroupe l'ensemble des activités préparatoires à la période de terrain. L'objectif de cette étape est d'abord de cadrer les concepts mobilisés et ensuite de « débroussailler » l'existant en matière de bonnes pratiques de résilience. Pour ce faire, l'équipe a organisé des sessions de travail en interne, enrichies de l'expertise de quelques personnes ressources, membres ou proche d'Inter-réseaux. Le socle de réflexion a été construit autour du travail de revue documentaire sur le thème des bonnes pratiques de résiliences en Afrique de l'Ouest et au Sahel.
- ❖ La phase de collecte des données, dont les orientations ont été définies lors de l'étape précédente, a été rendue possible par l'implication d'un réseau plus large d'acteurs du développement (chercheurs, responsables paysans, agent de développement, techniciens et paysans). Les expériences ou bonnes pratiques capitalisées sur le terrain concernent quatre pays que le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Togo. Les méthodes de collectes des informations ont été adaptées en fonction de leur utilisation finale. Pour la conception des supports audiovisuels des tournages ont été réalisés dans les villages pour recueillir des témoignages aussi bien des paysans que des techniciens. Pour ce qui est des informations nécessaires à la production des supports écrits elles ont été majoritairement recueillies par la méthode de l'entretien semi-directif ou du focus group auprès de paysans ou de techniciens.
- ❖ La phase de production des supports de capitalisation repose dans un premier temps sur un travail de compilation, retranscription et analyse des informations collectées. L'équipe s'est attachée à croiser les informations issues du terrain avec les informations disponibles dans la littérature ; le but étant de valider et/ou d'enrichir le discours paysans pour proposer des supports de capitalisation accessibles et de qualité. Aussi, de nombreux échanges entre l'équipe de capitalisation et la CT-AGIR ont permis de faire évoluer le format ainsi que le contenu des différents supports pour que ces derniers correspondent réellement aux besoins de la CT-AGIR et des acteurs de terrain.

- ❖ La phase de validation des supports de capitalisation une fois encore, a reposé sur les contributions d'une diversité d'acteurs lors d'un atelier qui s'est tenu à Ouagadougou du 23 au 25 Novembre 2016. Les personnes ressources impliquées dans la phase de collecte des données, la CT-AGIR ainsi que l'équipe de capitalisation ont échangé, corrigé et enrichi les différents supports.

## II. Pauvreté et résilience : agir autrement

*« Les innovations et les processus d'innovation qui présentent le plus d'intérêt pour les pauvres sont très souvent négligés, privés de soutien, voire même entravés et réprimés lorsqu'on considère qu'ils compromettent le statut quo des rapports de pouvoirs à l'échelon local, national ou mondial »*

Julio A. Berdegú

Qu'elle vise à simplement partager des connaissances et des savoir-faire ou de façon plus ambitieuse à produire du changement, la capitalisation génère divers produits : fiche technique, étude de cas, témoignages, histoires de vie, etc. généralement diffusés sous forme scripto-visuelle (brochure, affiche, livret, etc.) et accessoirement en format vidéo ou audio.

Il existe pratiquement autant de produits de capitalisation que d'auteurs. Certains privilégient l'innovation en soi, la technique, décrite par le menu. D'autres s'appesantissent sur l'histoire de l'organisation porteuse de l'innovation, ses activités, son mode de fonctionnement, le partenariat...

Le parti pris éditorial d'AGIR pour la production des fiches de bonnes pratiques de résilience dans les 17 pays membres de l'Alliance se fonde sur deux principes :

- privilégier les pratiques endogènes à la portée des populations vulnérables pour accroître leur résilience ;
- retenir comme principales sources d'information les producteurs ruraux, porteurs d'innovation pour témoigner de leur parcours, tout en enrichissant leur expérience de points de vue de chercheurs ou d'autres personnes ressources.

Ont ainsi été produites, une quinzaine de fiches très personnalisées à dessein, construites autour de l'identité de l'innovateur (qui il est), des origines de la pratique, des étapes de sa mise en œuvre, de son coût, de ses avantages et limites, etc.

L'analyse des données de terrain collectées au Burkina, Mali, Niger et Togo permet de constater :

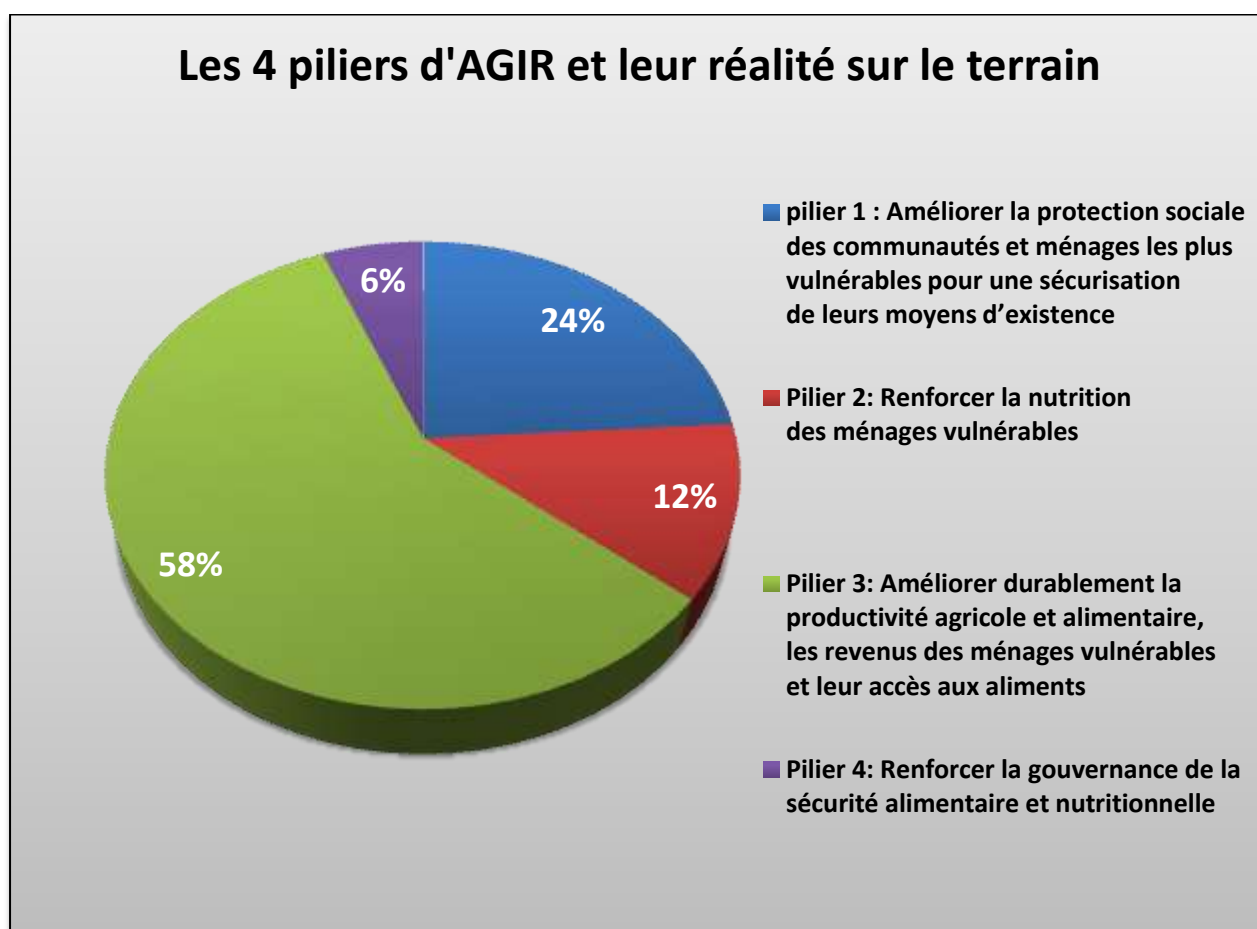
- la prédominance du pilier 3 d'AGIR, « améliorer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des ménages vulnérables et leur accès aux aliments », par rapport aux trois autres piliers (protection sociale, nutrition, gouvernance), entraînant un déséquilibre de fait dans la documentation des piliers ;
- le classement par les producteurs ruraux de l'accroissement de la productivité agricole et de l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle en tête des effets désirés des bonnes pratiques ;
- un environnement juridique et institutionnel insuffisamment incitatif et des ressources humaines limitées, freins à la mise à l'échelle des bonnes pratiques ;
- la faible connaissance de la notion de résilience et la méconnaissance d'AGIR ne se traduisent pas par un rejet de la résilience, bien au contraire ;

- la plupart des bonnes pratiques ne sont pas à la portée des plus pauvres. Leur simple dissémination ne s'accompagne pas de leur adoption.



## i. Le pilier 3 d'AGIR, « naturellement » prédominant

Les pratiques les plus vulgarisées et adoptées par les producteurs ruraux relèvent du pilier 3 d'AGIR, « améliorer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des ménages vulnérables et leur accès aux aliments ». Elles représentent près de 60% des innovations documentées, devançant de loin celles des trois autres piliers, à savoir « améliorer la protection sociale des communautés et ménages les plus vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence » (pilier 1.), « renforcer la nutrition des ménages vulnérables » (pilier 2), et « renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle » (pilier 4).



*Source : données collectées sur le terrain au Burkina Faso, Mali, Niger et Togo, auprès des paysans innovateurs*

Les témoignages recueillis au Burkina, Mali, Niger et Togo couvrent deux des cinq priorités d'action du pilier 3 d'AGIR : l'intensification durable de la production agricole et la gestion durable des ressources naturelles, reléguant au second plan la diversification agricole et non agricole, le renforcement des marchés et le renforcement des capacités de la recherche agricole.

## *Restaurer et préserver le capital terre et accroître la production et la productivité agricoles*

Les premières réponses en matière de résilience des exploitants familiaux et des agro-pasteurs visent donc à restaurer et préserver le capital terre et à accroître la production et la productivité agricoles, comme en témoignent des agriculteurs au Mali, Burkina et Togo.

Le sud du **Mali**, zone de production agricole par excellence, subit une baisse tendancielle de la fertilité des sols, qui se traduit par la réduction des rendements, notamment ceux du coton, une des principales sources de revenus des agriculteurs. Sofiane Koné, est cultivateur à Zoumana Diassa, un village enclavé de la région de Sikasso, dans le Sud du Mali. Grâce à un prêt de 300 000 F CFA de la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT), il possède, depuis 18 ans, un parc amélioré. Ce dispositif comprend un enclos et une fosse fumière, construite en contre bas du parc, dans le sens de l'écoulement des eaux de pluie. Le parc amélioré, surnommé « wèréganan » ou « le roi des parcs », permet de produire de la fumure organique de qualité, en grande quantité tout en réduisant la pénibilité du travail. « *Les parcs améliorés ont vu le jour à cause du manque de terres, lié à l'accroissement de la population. Avant on pouvait cultiver deux ans et laisser la terre se reposer mais maintenant on passe 30 ans ou plus à cultiver la même terre. Et puis, le changement climatique est venu aggraver la situation, sans oublier les déficits et l'irrégularité des pluies. Sans fumure organique, on ne peut rien produire. Nos gains avaient considérablement diminué, car nos revenus n'étaient pas proportionnels au travail qu'on abattait.* ». Désormais amendée, la terre produit plus : « *avant on produisait à peu près 1 tonne et 15 sacs, mais aujourd'hui c'est 1 tonne et 35 ou 45 sacs, à l'hectare, grâce au parc amélioré* », explique Sofiane Koné.

Ly Brigui, agro pasteur à Koumbia, dans l'ouest du **Burkina**, l'une des régions les plus arrosées du pays, pratique le paillage, une technique de couverture du sol avec les débris de récolte pour en assurer l'humidité et la fertilité. Cette technique, déjà connue dans le nord aride du Burkina, a été améliorée avec l'appui du projet ABACO et de deux organismes de recherche, le CIRDES et l'Institut de développement rural (IDR), du Burkina. « *Le projet est venu et ils nous ont demandé nos réalités agricoles. On leur a dit que nos terres sont fatiguées et qu'elles ne produisent plus assez. Quand il pleuvait un peu, les terres étaient tout de suite séchées par le peu de soleil qui apparaissait* », rappelle Brigui Ly.

La technique du paillage permet de lutter contre l'érosion hydrique et éolienne, de protéger le sol des fortes chaleurs et de le fertiliser en conservant son humidité. « *Si le paillage est bien fait, il permet de bien récolter et de bien nourrir sa famille. On peut ainsi passer de 15 sacs à 40 sacs de maïs sur la même parcelle* », indique Brigui Ly.

Ecolo par nécessité, Kantchébé Siame Kanfatibe habite dans la région de Dapaong (nord **Togo**). Il veille sur une forêt qu'il a réussie à mettre en défens. « *Il y a quelques années, j'ai voulu faire une charpente et j'ai cherché le bois en vain. J'ai dû en acheter pour faire ma toiture. Je me suis alors dit : « ici, il y avait des neems et d'autres arbres, est-ce qu'on ne pouvait pas faire revenir ces plantes en les protégeant ? »* Grâce à une surveillance stricte et à

une sensibilisation accrue des populations, avec l'appui du chef du village, les arbres sont de retour. En l'espace de dix ans, la colline dénudée est devenue une forêt dense, avec toute sorte d'arbres fruitiers, de bois d'œuvre, de plantes médicinales. « *Tout le monde a compris que si on défend quelque chose, ça peut devenir quelque chose demain* », dit Kantchébé Siame Kanfatibe. Il poursuit : « *... l'arbre donne des feuilles pour enrichir les sols devenus très pauvres au fil du temps. Par exemple, ici, on ne pouvait pas cultiver, maintenant, le sol est riche. On peut le cultiver et avoir quelque chose à manger...* »

### *Des pratiques séculaires améliorées par la recherche*

Nombre de pratiques d'intensification de la production agricole et de gestion durable des ressources naturelles sont issues des connaissances locales. « *Le paillage existait depuis longtemps dans la région de Ouahigouya, mais pas ici où les terres étaient fertiles. Aujourd'hui, avec l'amélioration apportée par la recherche, beaucoup de gens s'y adonnent surtout ceux qui ont les moyens* », explique Ly Brigui, agro-pasteur, dans l'ouest du Burkina. Idé Ganda Ousseini, de l'ONG Karkara, au Niger, estime que les banques d'aliments pour bétail mises en place par le Projet d'appui à la promotion laitière, dont il est le gestionnaire, n'ont pas eu de mal à être adoptées par les éleveurs, car elles répondent certes à une demande, mais elles s'inspirent aussi du système traditionnel du troc. « *Les éleveurs, dans le temps, pour avoir les sous-produits agricoles pendant la soudure, ils pouvaient aller chez les sédentaires, piler et récupérer le son. Pendant la récolte du riz dans le bassin du fleuve, ils faisaient le battage et en retour on leur donnait un peu de paille. Nous nous sommes inspirés de ce qu'ils faisaient et ils ont vite compris et adopté l'approche* », dit-il.

### *Simplicité de mise en œuvre et de partage*

Les pratiques du pilier 3 sont relativement simples à mettre en œuvre par un individu ou un groupe d'individus, avec ou sans appui extérieur. Dans l'absolu, l'adoption du parc amélioré, du paillage, de la mise en défens, de la culture du mucuna, du niébé... ne nécessite pas un niveau de technicité élevé ni une organisation complexe. « *Après la construction du parc, il faut tapisser le sol du parc de tiges de mil, de sorgho ou de coton, avant d'y faire entrer les bœufs pour y passer la nuit. Dans la journée, il faut les laisser divaguer sous surveillance. Au bout d'un mois, on récupère les déchets qu'on met dans une compostière avant de renouveler la litière* », explique Sofiane Koné.

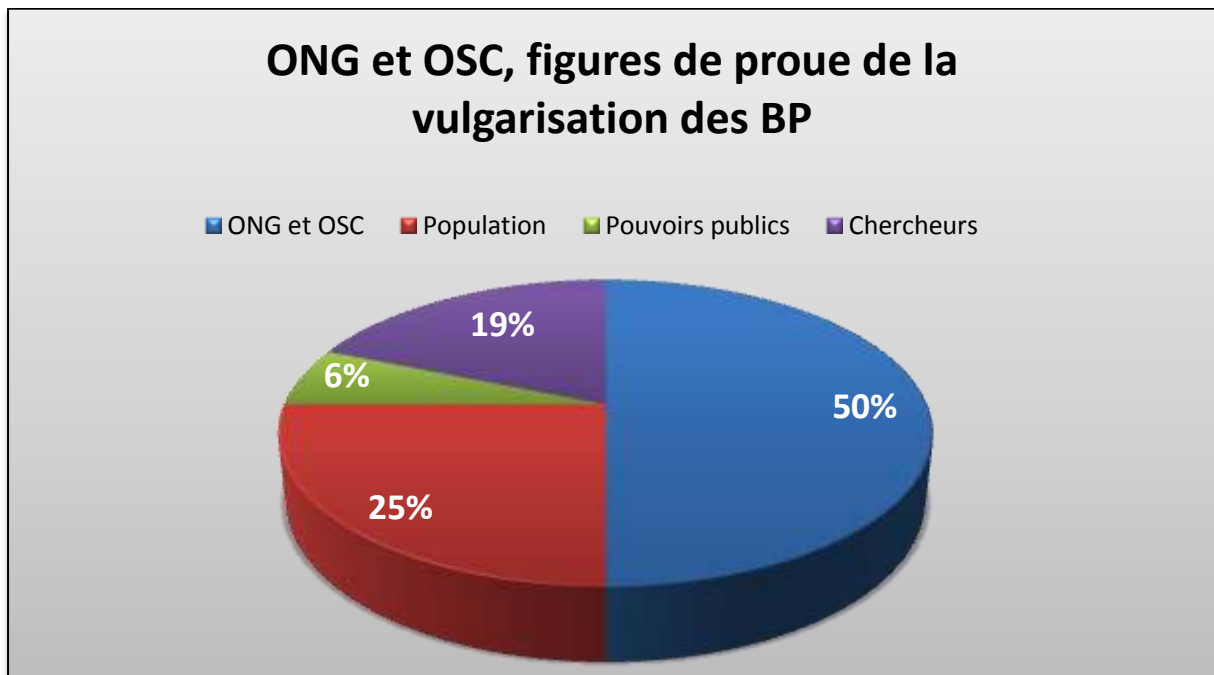
Ces pratiques sont facilement partageables entre paysans. Sofiane Koné peut ainsi citer de mémoire les dimensions d'une fosse fumièrre et en décrire le mode de fonctionnement. De nombreux porteurs d'innovations assurent des formations et reçoivent d'autres paysans lors des visites d'échanges, vulgarisant ainsi dans les termes compréhensibles leur savoir-faire.

### *Le poids de l'histoire et des structures d'appui*

Historiquement, l'appui conseil des services techniques de l'Etat, des ONG et associations locales de développement se faisaient et continuent de se faire autour d'enjeux liés à la production et à la productivité agricoles. Les agriculteurs exprimaient leurs besoins et les

techniciens y répondaient. Cela légitimait les interventions des organismes de développement. Ce contexte explique en grande partie l'abondance des pratiques du pilier 3. « *Fert nous aide avec la semence améliorée de niébé qu'elle va chercher à l'INERA. Fert nous montre comment faire pour obtenir la semence R2. Du semis au stockage en passant par la récolte, l'agent technique de l'ONG nous accompagne* », dit Boureima Pafadnam, un responsable de groupement, à Dablo, dans le centre nord du Burkina.

Le graphique ci-dessous donne une idée de la place de chaque acteur dans la génération et surtout la dissémination des bonnes pratiques.



*Source : données collectées sur le terrain au Burkina Faso, Mali, Niger et Togo, auprès des paysans innovateurs*

Au Mali, le parc amélioré est une initiative de la CMDT. « *La CMDT travaille avec les agriculteurs. C'est elle qui nous donne le coton et les engrais. La CMDT nous a offert des grillages à crédit, payables en trois ans. Elle se charge de la mise en place du parc. Elle envoie ses agents exécuter tous les travaux, mesurer, mettre les piliers, etc. L'agriculteur quant à lui, s'occupe du remboursement des frais.* », explique Sofiane Koné.

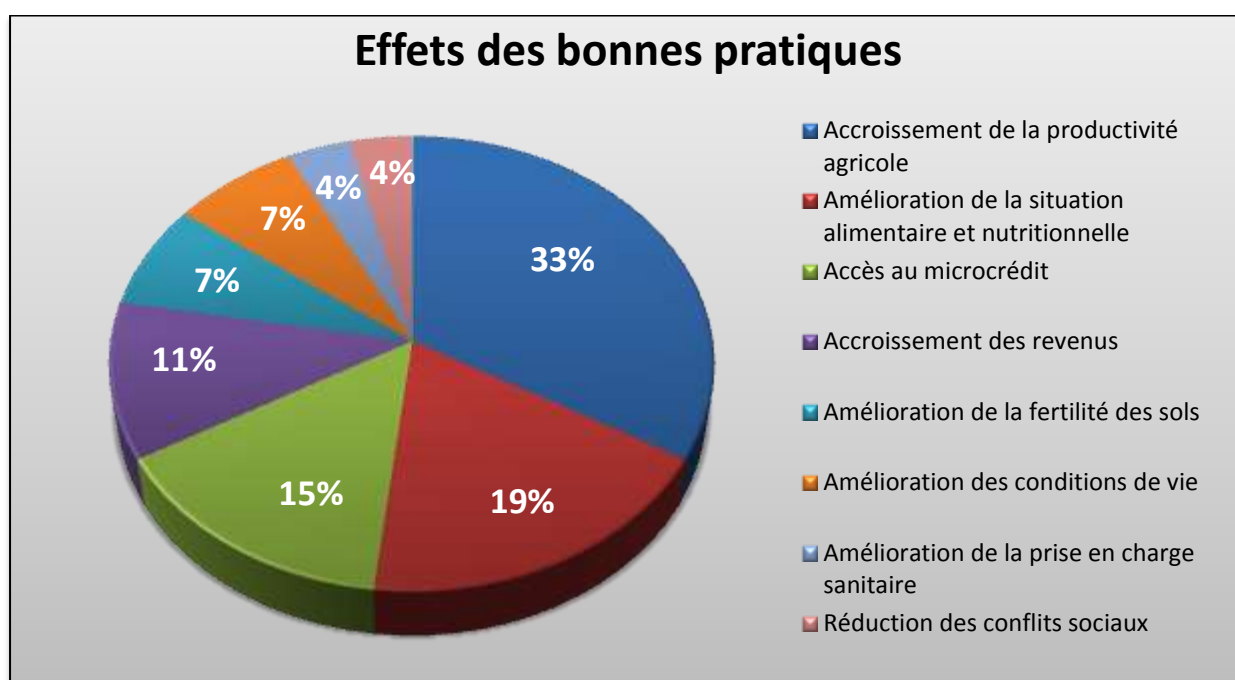
Parfois, l'appui de l'institution prend la forme d'aide à la mise en place et à la gestion d'infrastructures de stockage. Idé Ganda Ousseini, de l'ONG Karkara, au Niger, explique : « *Au niveau de chaque village, de petits stocks d'une à deux tonnes sont constitués via le collecteur du village. Donc c'est le collecteur qui prend un crédit en aliments bétail pour les stocker au niveau du village et les femmes s'approvisionnent chez le collecteur, qu'elles remboursent au fur et à mesure* ».

Les pratiques du pilier 3 prédominent également dans les documents de politique (PRIA/ECOWAP d'une part et PDDAA). Une intervention accrue des organisations sous régionales en faveur des autres piliers (protection sociale, nutrition, gouvernance) s'avère nécessaire. Pour éviter que cet engagement ne soit pas perçu comme l'imposition d'une

nouvelle mode de développement déconnectée des réalités du terrain, l'instauration d'un dialogue entre les institutions sous régionales et les acteurs de terrain : OPA, secteur privé, OSC, etc. s'impose.

## ii. Une bonne pratique de résilience, c'est une pratique qui permet d'accroître la productivité agricole

« **Nourrir la terre pour nourrir l'homme** ». Cette formule résume bien la perception qu'ont les exploitants agricoles des effets désirés d'une bonne pratique. Ils sont 33% à considérer que l'accroissement de la productivité agricole devance de loin l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle, l'accès aux services, dont le crédit, et l'accroissement des revenus et même la fertilité des sols, condition préalable pourtant à l'accroissement de la productivité.



*Source : données collectées sur le terrain au Burkina Faso, Mali, Niger et Togo, auprès des paysans innovateurs*

### L'accroissement de la productivité agricole, une affaire de légumineuses, de résidus de récolte et d'association de cultures

Le paillage, les bandes enherbées et les cordons pierreux, les cultures fourragères, l'agroforesterie, les associations de culture sont les plus cités en matière d'amélioration de la productivité agricole. «*Si le paillage est bien fait, il permet de récolter beaucoup et la famille aura suffisamment à manger. Si sur une parcelle où vous produisiez 15 sacs environ, vous arrivez, grâce au paillage, à récolter 40 sacs, vous pouvez manger à votre faim*», dit Ly Brigui.

Parlant d'un producteur modèle, ayant adopté les bandes enherbées et les cordons pierreux en courbe de niveau, Nawoté Noni, un agent technique du **Togo**, déclare : *« avant les aménagements, il produisait à peine 10 sacs de maïs, moins d'une tonne de coton et à peine cinq sacs de mil. Mais l'année passée, il a récolté jusqu'à 30 sacs de maïs, plus de 10 sacs de mil. Pour peu, il aurait atteint la tonne de coton. »*

L'accroissement de la productivité agricole peut aussi résulter de pratiques comme la culture du fourrage pour une meilleure alimentation des bœufs de trait. Le gain de poids des animaux leur permet d'entrer dans la campagne en pleine forme. Les superficies cultivées sont ainsi passées de 0,25 ha en une journée à 0,5 ha.

Dans la région de Sikasso, au **Mali**, David Sagara pratique l'agroforesterie. Il constate que ses rendements ont augmenté. Il explique pourquoi : *« la fumure organique reste dans le sol, parce qu'il y a aussi le maintien de l'humidité, le rendement a augmenté parce que le sol où vous appliquez cette courbe à niveau est plus facile à travailler. Donc ça accélère la croissance de la plante. Ainsi un maïs de 80 jours peut être récolté en 70 grâce aux courbes à niveau. Car la croissance de la plante dépend des conditions dont elle bénéficie ».*

Au **Togo**, Kotodja Lalbile soutient que les associations de culture, notamment le soja et le niébé contribuent à une bonne fertilisation du sol. Quand le soja arrive à maturité, ses feuilles tombent et fertilisent le sol. Après récolte, les résidus de niébé restés dans le champ assurent la même fonction.

### *Forêt nourricière, warrantage de prévoyance...*

Le recul de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle passe par l'adoption de pratiques telles que la régénération naturelle assistée et la mise en défens, le warrantage ou l'adoption des cultures fourragères. Siamé Kantibé, gardien d'une forêt dans le nord du Togo, indique que les feuilles de moringa, les graines et les feuilles de baobab, riches en fer, ainsi que les graines de néré, utilisées pour préparer la moutarde (appelée soumbala dans d'autres pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest) contribuent à une bonne alimentation des hommes et des bêtes.

Le warrantage et l'épargne Baoré sont des systèmes de gestion de stocks et d'accroissement des revenus agricoles. Mais pour Jean Kani, ces dispositifs contribuent surtout à la sécurité alimentaire. *« Certains producteurs, en hivernage, vers le mois d'août, n'ont plus de maïs. Mais aujourd'hui, tous ceux qui sont dans le warrantage arrivent à joindre les deux bouts. Ils ont du maïs en stock durant la période où les prix sont au plus bas ».*

Sidiki Diabaté, exploitant agricole malien, cultive du mucuna associé au niébé. : *« Ça a tellement bien donné que je n'ai pas pu tout récolter. J'ai récolté 50 kilos de semences de mucuna, le reste je l'ai laissé au champ pour l'alimentation des animaux. Le niébé m'a permis de bien manger pendant la période de soudure, en attendant les autres produits vivriers ».*



## *Du crédit pour faire face aux frais de scolarité des enfants et pour le petit commerce*

Nombre de producteurs ruraux adhèrent aux organisations paysannes pour bénéficier de services, difficiles d'accès pour un agriculteur isolé. Au **Burkina**, warrantage et l'épargne Baoré offrent de telles opportunités en matière de crédit. « *Généralement, il suffit de déposer ton maïs, pour avoir le crédit. Après la vente du coton, tu rembourses le crédit et tu récupères ton maïs. Tu peux ainsi faire face aux frais de scolarité des enfants* », dit Jean Kani.

Les femmes aussi s'endettent pour entreprendre : vente de beignets, de dolo ou bière de mil, commercialisation des céréales. « *Avec ma première tontine, j'ai acheté une brebis. Puis, j'ai ouvert un compte à la coopec où je dépose mes recettes pour avoir accès au crédit. Cette année, les 25 000F issus de la tontine, je vais les garder pour l'achat de l'engrais.* », explique Soumaïla Alima, membre de l'association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC), du **Togo**.

Au **Burkina**, l'astucieux système mis en place par les promoteurs des greniers de sécurité alimentaire permet aux groupements membres de disposer de ressources pour constituer des stocks de vivres « *En moyenne on donne 3 millions de FCFA par village et par an pour la collecte au niveau local. Nous avons deux modes d'achat : l'achat local, maîtrisé par les populations, moins coûteux, avec des produits de meilleure qualité et l'achat groupé auprès des unions excédentaires* », explique Bassirou Kindo, responsable approvisionnement de la Coopérative Viim Baoré.

## *Retour sur investissement*

Les forêts mises en défens et la régénération naturelle assistée favorisent la restauration et la préservation des terres tout en assurant la diversification de l'alimentation et l'accroissement des revenus monétaires. Après de longues années de surveillance de sa forêt, Siamé Kanfatibé (**Togo**) prévoit de vendre ses planches aux maçons.

Les cultures fourragères ont permis à Drissa Diakité, au **Mali**, d'augmenter son revenu et d'acquérir des animaux, dont un bœuf acheté à 60 000F. Après l'avoir engraisé avec des tiges de maïs et du mucuna, il l'a revendu à 250 000F. Puis il a complété cette somme pour acheter deux vaches à 300 000 F. Il dispose ainsi d'un noyau d'élevage.

## *Redonner une seconde vie à la terre*

Dans les quatre pays de collecte des données, l'infertilité des sols constitue l'un des premiers facteurs limitants à la production agricole. De nombreuses pratiques traditionnelles améliorées par la recherche, visent à lever cette baisse tendancielle de la fertilité.

« *Cette colline était nue, totalement déboisée. Je l'ai mise en défens, pour protéger les arbustes qui ont grandi. Puis, il y a eu de nouveaux plants. Grâce à ce système, je vais bénéficier du bois, de la pluie, etc. Je prévois que dans dix ans, quinze ans, je pourrai obtenir du bois qu'on pourra scier pour en extraire des planches et des chevrons* », dit Siamé

Kanfati**bé**,

du

**Togo**.

Les bandes enherbées et les cordons pierreux en courbe à niveaux ainsi que le paillage permettent la fertilisation du sol. « *On remarque que quand il pleut maintenant, quand la pluie s'arrête même quelques jours après il y a encore de l'humidité par rapport à avant* », explique Nawoté Noni, du **Togo**.

### *La santé par les plantes*

Les forêts constituent des boîtes à pharmacie, dont la disparition en milieu rural, prive les populations de solutions pour traiter certaines maladies. La régénération naturelle assistée et la mise en défens permettent de restaurer et de conserver ce patrimoine médicinal, utile aussi bien à la santé humaine qu'animale.

### *Vivre autrement*

Le parc amélioré, la traction asine, la houe kassine pour mécaniser le zaï et les centres de collecte de lait local ainsi que les banques d'aliments bétail améliorent les standards de vie dans les villages. « *Avant nos maisons étaient en banco et couvertes de paille. Ce travail, nous a permis de reconstruire et de couvrir nos maisons avec de la tôle. Nous mangeons à notre faim et on vit comme des citadins. Chacun a la moto de son choix* », cite Sofiane Koné, détenteur d'un parc amélioré au Mali.

Boukari Gnali est collecteur de lait pour le compte de l'unité de production laitière de Kollo, au Niger. « *Avant je pouvais faire deux mois, sans avoir un franc en poche. Maintenant, à tout moment, j'ai au moins 5 000 F en poche* ».

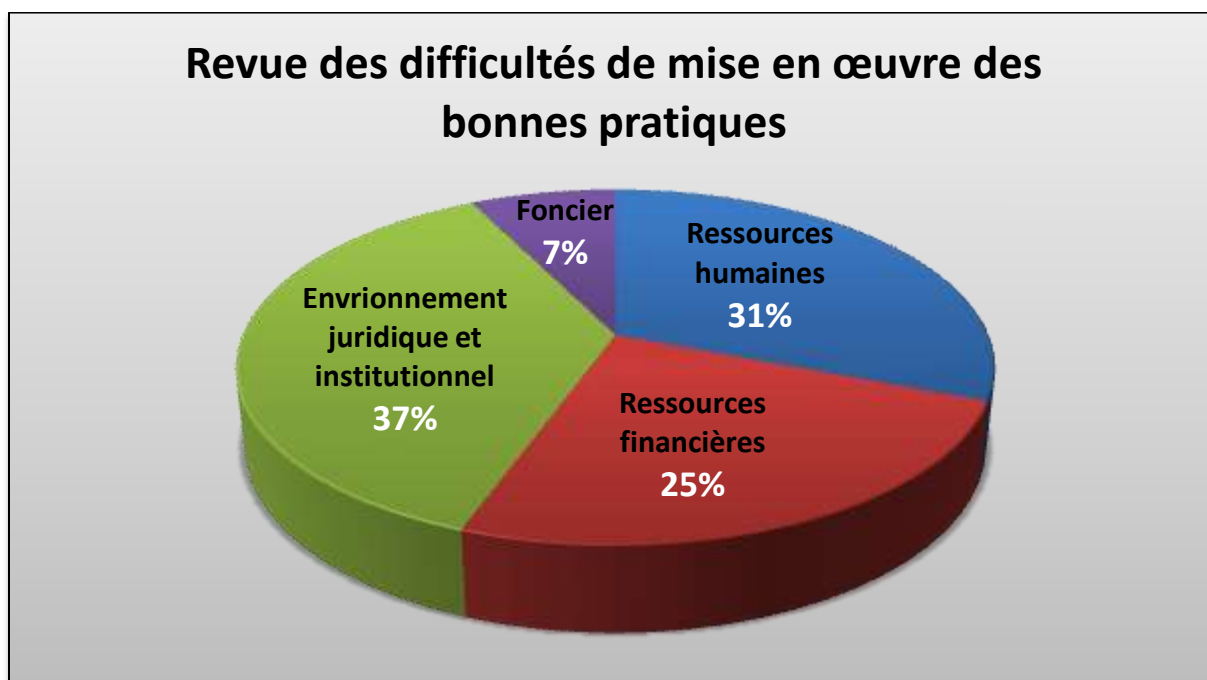
« *Avec ma moto, je transporte les malades au centre de santé* », dit Boukari Gnali (**Niger**). L'homme arrondit aussi ses fins de mois comme taxi moto, surtout pendant la période de soudure.

### *Favoriser le vivre ensemble*

Au regard de leur nombre en constante progression et de leurs graves conséquences, les conflits entre agriculteurs et éleveurs préoccupent les Etats et les ONG. Le RECOPA a ainsi mis au point une série de mécanismes qui vont de l'information à la sensibilisation des populations pour assurer les aménagements agro pastoraux durables. « *Depuis que nous avons commencé à réaliser ce tronçon nous avons constaté que les conflits entre agriculteurs et éleveurs vont en diminuant. Les chiffres disponibles au niveau des préfectures sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs, montrent une réduction de ce type de contentieux, comparativement aux dix années écoulées* », dit Lompo Diamoadi, conseiller en agro-pastoralisme au RECOPA-Est. (**Burkina**).

### iii. De bonnes pratiques en mal de soutien institutionnel, en dépit des efforts consentis

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la faible adoption des pratiques de résilience ne dépend pas toujours d'un manque de ressources financières. Sans un cadre institutionnel favorable, nombre d'innovations passent difficilement à l'échelle.



*Source : données recueillies auprès des porteurs d'innovations du Burkina, Mali, Niger et Togo*

#### *Des pratiques institutionnelles en déphasage avec la demande des innovateurs*

Individuelles ou collectives, les pratiques de résilience se développent lorsqu'elles bénéficient d'un environnement politique et juridique favorable. Les promoteurs de l'épargne Baoré citent par exemple le plafonnement du capital social à 50 millions de FCFA comme principale limite à une adhésion massive des membres des groupements à ce mécanisme financier. Un relèvement du plafond aurait permis de réduire la part de chaque contractant et donc de surmonter cette difficulté.

Le warrantage permet d'éviter le bradage des récoltes grâce au stockage et à la conservation groupée des récoltes. Mais l'absence d'un marché porteur peut décourager les membres des groupements de ce type d'initiative. « *Nous sommes des producteurs bien organisés qui faisons le warrantage. Nous stockons les céréales dans le respect des normes. Nous veillons à atteindre le bon poids par sac. En plus chez nous, le laboratoire régional vient prélever des échantillons pour analyse. L'Etat devrait nous aider à avoir des marchés directs avec la SONAGESS par exemple ou d'autres organisations qui peuvent nous aider à faciliter l'écoulement* », dit Jean Kani.

La lenteur des institutions de micro finance dans le traitement des dossiers de prêts peut faire échouer une bonne pratique. *« C'est la caisse qui nous finance. Mais si ceux de la caisse ne sont pas rapides, cela nous met en retard ... et puis ce qu'on ne voulait pas vendre, on est obligé de le vendre aux commerçants vu qu'on n'a pas trouvé l'argent rapidement »*, explique Pinlo Sabéré, membre du groupement de Gombèlèdougou (**Burkina**).

La certification des semences améliorées garantit la qualité des variétés mises sur le marché. Mais lorsque l'institution publique qui s'en charge ne peut pas assumer cette fonction convenablement, elle pénalise la diffusion d'initiatives à succès mises au point par les petits exploitants agricoles. C'est le cas de la semence de niébé R2, dont la vulgarisation reste circonscrite à l'union départementale de Dablo, au Burkina Faso.

La culture attelée n'exprime son plein potentiel qu'avec des animaux de trait en bonne santé. Au Burkina Faso par exemple, plus précisément dans la commune de Pissila, dans le nord du pays, où se pratique la traction asine, il existe un seul poste vétérinaire pour les 68 villages rattachés à la commune.

Les efforts des pouvoirs publics pour impliquer les organisations de pasteurs dans l'élaboration des lois et des politiques buttent parfois contre l'absence de mécanismes ou d'approches pertinents. *« La pâture nocturne par exemple est interdite par la loi. Si ce jour-là, il y avait des éleveurs dans la salle, cette décision ne serait pas passée. Parce que c'est une pratique culturelle. Le risque dans ce cas c'est que le législateur vote des lois qui seront jamais respectées par les concernés »*, explique Lompo Djamoadi, du RECOPA.

Au **Niger**, la quasi totalité des aliments pour bétail provient des pays voisins. L'approvisionnement des banques d'aliments pour bétail souffre des retards de livraison, imputables en grande partie aux tracasseries routières. *« Aller au Burkina, ramener les tourteaux, devoir subir toutes les tracasseries sur la route, ce n'est pas évident. La dernière fois, la commande a fait un mois avant d'arriver au magasin »*, explique Ganda Idé Ousséni, de l'ONG Karkara.

La transhumance transfrontalière est un bon exemple de la façon dont deux Etats peuvent coordonner leurs efforts pour assurer le développement d'une pratique séculaire. Le coût élevé des aménagements pastoraux ne permet pas cependant d'y parvenir toujours. *« Si l'Etat togolais nous trouvait des zones de pâturage, cela limiterait les dégâts des champs »*, dit Matia Boukari, un chef peulh burkinabé.

Les « tracasseries » administratives à la frontière sont également considérées comme étant un frein au commerce sous-régional et notamment au commerce transfrontalier. Un chercheur malien de Sikasso prend l'exemple de la frontière Mali/Burkina entre Sikasso et Bobo qui constitue un véritable frein à l'échange de semences entre instituts de recherches.

Les contraintes institutionnelles dépassent parfois même les frontières de la sous-région comme l'illustre le cas de la filière de lait local au Niger, comme dans les autres pays ouest-africains producteurs de lait. Dans ce cas il n'existe pas de contraintes administratives ou législatives à proprement parler mais bien un manque d'incitation des transformateurs locaux

à se fournir localement. Au **Niger**, le lait local est en concurrence avec le lait en poudre importé, toujours au détriment des producteurs locaux. Un agent de développement de l'ONG Karkara s'inquiète des conséquences de la mise en œuvre des APE dans un tel contexte.

### *Une main d'œuvre de plus en plus rare*

Le manque de main d'œuvre et d'équipements mécanisés dans les zones rurales entrave le développement de nombreuses pratiques de résilience, à commencer par le paillage, au **Burkina**. Mis au point par les populations et amélioré par la recherche, le paillage nécessite une abondante main d'œuvre pour rassembler les résidus de récolte avant de les étaler dès l'entame de la saison pluvieuse sur le champ. Cet apport nouveau sur la parcelle favorise aussi le développement des mauvaises herbes, qu'il faut arracher à la main. « *On peut labourer un champ sans paillage avec les bœufs. Avec le paillage, tout doit se faire à la main. Il faut une grande patience pour travailler dans un tel champ. Cela prend plus de temps et nécessite plus de gens* », constate Ly Brigui.

La même pénibilité caractérise les pratiques telles que les associations de cultures, la production fourragère, les cordons pierreux et les bandes enherbées, pour lesquelles il n'existe pas encore d'engins mécanisés. Nawoté Noni, agriculteur de Naloge, au **Togo**, dit avoir mobilisé 20 personnes par jour pendant deux mois pour installer 7 cordons pierreux sur son exploitation de 3 hectares. La surveillance de l'ouvrage nécessite aussi de la main d'œuvre. « *Pour l'entretien il faut visiter la parcelle de temps en temps parce que les animaux se déplacent et peuvent monter sur les cailloux et les déplacer. Donc souvent il faut faire le tour pour remettre les pierres en place, même certains enfants qui se promènent peuvent déplacer les cailloux, donc de temps en temps il faut remettre ça en place* », explique-t-il.

Produire de la fumure à partir d'un parc amélioré passe par la mobilisation d'une importante main d'œuvre pour ramasser régulièrement le fumier, le mettre dans la fosse, l'arroser, le retourner régulièrement avant de l'extraire et de l'épandre dans le champ. « *Une seule personne ne peut pas faire ce travail* », explique Sofiane Koné, agriculteur de Zoumana Diassa au **Mali**. Les chercheurs estiment qu'il faut mobiliser six personnes par jour pour remplir la fosse de résidus de récolte et pour la vider.

Le manque d'incitation envers les jeunes à rester en agriculture s'explique aussi par des mécanismes culturels et démographiques tels qu'une répartition inéquitable des revenus entre les différentes forces de travail familiales. « *Les jeunes font le gros du travail mais bénéficient moins des revenus* » explique un chercheur zootechnicien de l'IER de Sikasso. C'est alors que dès que l'opportunité se présente, les jeunes se détournent des activités agricoles au profit de travaux ayant la réputation d'être plus facilement rémunérateur tel que l'orpaillage.

*« La mobilisation de la main d'œuvre relève de la stratégie du chef d'exploitation. Il doit savoir comment mobiliser ses troupes en les motivant. C'est juste une question d'intérêt. Quelqu'un qui a une parcelle de tomate dans la plaine sera davantage tenté de s'occuper de sa parcelle que de mettre de la fumure sur le champ familial sans aucune compensation. Prendre de la main d'œuvre salariée aurait résolu le problème, mais toutes les familles n'en ont pas les moyens. Autrement, il faut recruter ponctuellement de la main d'œuvre salariée, en négociant au sein de la famille pour affecter les ressources financières de l'exploitation au paiement des ouvriers agricoles au détriment d'autres urgences », analyse le Dr Doubangolo Coulibaly, de la recherche zootechnique, à Sikasso, au Mali.*

### *Les fonds ne font pas tout, mais leur absence peut compromettre la mise en œuvre d'une bonne pratique de résilience*

L'adoption du paillage dépend de la capacité des producteurs à conserver les résidus de récoltes, principale source d'alimentation des animaux en saison sèche. La mise à l'abri des résidus de récolte peut se faire en les transportant par charrette pour les mettre à l'abri sur un hangar. Si non, il faut clôturer le champ avec du grillage pour qu'en fin de saison, les débris de récoltes soient conservés sur place. Peu de paysans peuvent réaliser de tels investissements. Brigui Ly en rêvait. Mais le projet, porteur du paillage dans l'Ouest du **Burkina**, ne disposait pas de tels fonds pour l'aider à clôturer sa parcelle.

Incapable de se doter d'un magasin plus spacieux, faute de moyens financiers, le comité de warrantage du groupement Bodissé de Gombèlèdougou, dans l'Ouest du **Burkina**, s'est résolu à limiter la capacité de stockage de chaque membre. « *Vu la taille du magasin, chaque membre ne doit pas déposer plus de 50 sacs* », explique Jean Kani.

Le parc amélioré de Sofiane Koné, au Mali, coûte 300 000 francs CFA, un financement de la CMDT, remboursable sur trois ans. « *Je n'avais pas cet argent en espèces. Sans ce crédit, je n'aurais pas pu réaliser ce parc* », indique M. Koné.

La surveillance des couloirs de passage du bétail nécessite non seulement des engins mais aussi du carburant. Les rougas, censés contrôler les ouvrages, assistent impuissants à l'agression des pistes, faute de moyens pour faire le tour des ouvrages. « *Nous savons que de l'autre côté il y a des problèmes mais nous n'avons pas assez de moyens pour aller sensibiliser les gens* », disent-ils.

### *La disponibilité de terres, condition de mise en œuvre de certaines bonnes pratiques de résilience*

Sans réel accès au foncier, l'adoption de certaines pratiques s'avère difficile. « *Le warrantage est bon. Mais là où c'est compliqué pour nous les femmes c'est au moment du stockage du maïs. Nous n'avons pas de champ. Donc nos quantités sont limitées. Or si tu déposes peu de maïs, tu gagnes peu d'argent pour faire les achats* », indique Kassi Worèbou.

Au **Mali**, dans la région de Sikasso, l'absence de terres pénalise le développement de la culture du mucuna, une plante fourragère. Vu les énormes besoins en fourrage, sa

monoculture aurait dû s'imposer dans la zone. A défaut, les chercheurs encouragent les agriculteurs à planter du mucuna dans leur champ de maïs.

Dans un contexte marqué par la réduction voire l'absence des jachères, la régénération naturelle assistée et la mise en défens entrent en compétition avec les espaces de culture. « *Si la terre ne t'appartient pas, c'est un peu délicat. Il faut voir le propriétaire terrien pour pouvoir le faire* », dit Kantchébé Siame Kanfatibe, du **Togo**.

Globalement, les témoignages de terrain prouvent que les incertitudes liées au foncier relatives notamment à la faiblesse des contrats de location oraux ne permettent pas aux paysans d'engager une vision de long terme et freinent alors l'adoption de nombreuses pratiques agroécologiques.

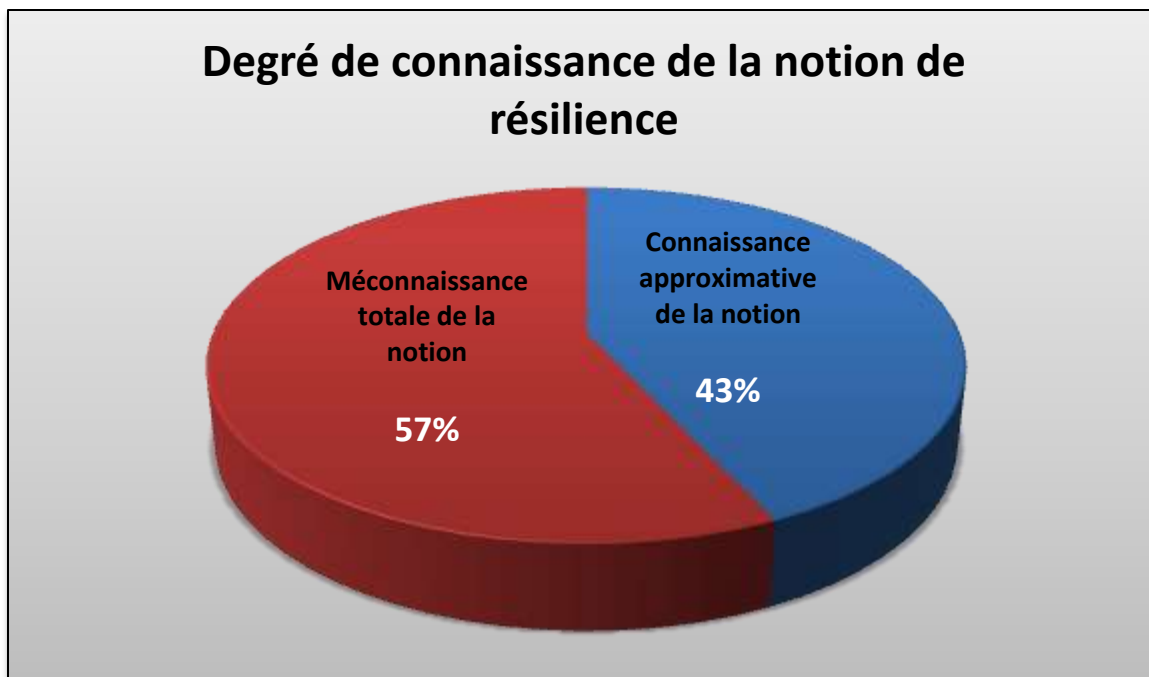
### III. La résilience, une notion peu connue, mais pas inconnue

« Résilience : capacité des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc, à répondre efficacement, à récupérer et à s'adapter de manière durable ».

Source : AGIR, feuille de route

Les données recueillies majoritairement auprès de publics urbains et de porteurs d'innovations du Burkina, Mali, Niger et Togo révèlent l'ignorance voire une connaissance partielle de la notion de résilience. Le micro trottoir et les entretiens conduits dans les quatre pays permettent de soutenir que bien comprise, la résilience jouit d'un préjugé favorable. La grande majorité des personnes enquêtées en admet la nécessité. Certains s'engagent non seulement à faire preuve de résilience mais aussi à aider à accroître la résilience de personnes dans le besoin et celle de leur pays.





*Source : données recueillies majoritairement auprès de publics urbains et de porteurs d'innovations du Burkina, Mali, Niger et Togo*

Nombre de personnes enquêtées assimilent la résilience à la capacité « physique et psychique » d'un individu à s'adapter à son milieu naturel, à la nouveauté, à gérer les imprévus, y compris le changement climatique. Certains la définissent comme « une notion qui est d'abord physique, biologique psychologique ou sociologique à faire face aux aléas sans rompre ». La résilience concernerait les « catastrophes naturelles », les « difficultés de la vie », les « aléas de la vie ». La résilience renvoie aussi à la capacité de s'adapter à un choc naturel ou non.

La résilience n'est pas qu'individuelle, elle peut concerner un pays. Les personnes enquêtées la définissent alors comme « la capacité d'un individu ou une nation à faire face aux aléas sans rompre ».

La situation contrastée en matière de maîtrise de la notion de résilience peut s'expliquer par sa prise en compte relativement récente dans les politiques de développement. « *La résilience ne date pas de maintenant mais malheureusement elle n'a pas toujours été bien expliquée. Elle est devenue un terme de développement. Il y eut un moment où on parlait de lutte contre la pauvreté, ensuite d'accélération de la croissance et aujourd'hui on parle de résilience* », indique M.Issa Martin Bikienga, de la cellule technique régionale AGIR.

Aucune des personnes interrogées ne connaît AGIR, assimilée par un seul répondant à un parti politique. Mais informés séance tenante de sa mission, 83% des enquêtés se sont montrés favorables à l'initiative.

## *Résilient, pas résilient : à chacun ses raisons*

La quasi-unanimité des personnes enquêtées se dit prête à adopter des comportements résilients. Une minorité s'y oppose catégoriquement.

Le premier groupe compte trois types de résilients : les individualistes, les altruistes et les indécis.

- Les résilients individualistes justifient leur engagement à développer leurs capacités de résilience, en raison des avantages d'un tel comportement. Certains espèrent ainsi se « *sentir en sécurité et éviter de sombrer dans le pire et d'éviter le stress* », de ne « *pas avoir le dos au mur* ».
- L'adoption d'une attitude résiliente traduirait la volonté de renforcer ses pratiques en la matière. « *Je suis résilient sur le court terme, je le serai sur le long terme* ». D'autres justifient leur choix par la nécessité de se prémunir contre les soubresauts ou les incertitudes politiques. « *Nous sommes dans un pays où le système politique est en déphasage avec les attentes de la population. J'aimerais pouvoir pallier les chocs et surtout arriver à m'adapter* ».
- Les résilients altruistes motivent leur position par leur désir de faire face aux chocs puis de venir en aide à leurs proches, à leur pays. Ils veulent « *changer la situation de la faim dans mon pays* » ou « *être comme certains pays où on ne parle plus de famine* ».
- Résilience et solidarité iraient ainsi de pair. « *Il faut venir en aide à son prochain si possible et à soi-même face à une difficulté* ». Certains disent vouloir se surpasser pour les autres. « *Franchement c'est dur d'être résilient, mais suis prêt pour ma famille et mon pays* ».
- Les indécis. Ils se disent ouverts mais ne savent pas quoi faire. « *Je suis tout à fait prêt mais comment je ne saurai vous le dire parce que moi-même je me cherche. Je suis presque tout le temps face à des difficultés, des maladies, le manque d'alimentation, etc. C'est vraiment compliqué* ». Le manque d'assurance explique l'attitude de certains enquêtés. « *Je suis prêt à essayer mais ce n'est pas évident, vu ma situation financière et ma grande sensibilité* ».

Dans le groupe des anti-résilients assumés, les plus nombreux considèrent que leur niveau de vulnérabilité les empêche d'être résilients. « *Mes ressources ne suffisent pas pour mes besoins en vue de dégager une épargne pour faire face aux chocs* ». Le rejet de la résilience s'explique parfois par le statut professionnel de la personne enquêtée. « *Pour le moment je suis chômeur donc je n'ai pas à manger* ».

D'autres estiment que la résilience se vit et s'exerce dans le feu de l'action. « *On ne peut pas être résilient dans l'absolu. Par exemple, si j'ai faim, si j'ai un traumatisme lors de la perte d'un être cher, je peux développer cette capacité de résilience, pas avant* ».

## *L'art d'être résilient*



*Source* : données recueillies majoritairement auprès de publics urbains et de porteurs d'innovations du Burkina, Mali, Niger et Togo

Les personnes enquêtées comptent développer des stratégies individuelles de résilience, en adoptant des mesures de bon sens, pour accroître leur résilience. « *Je vais essayer de prioriser mes besoins en en faisant que ce qui est nécessaire pour pouvoir épargner* ». Cette épargne permet de faire face aux coups durs et de venir en aide aux nécessiteux. « *Si je prends trois repas par jour et que mon voisin n'arrive pas à en avoir un seul, je peux partager avec lui et me contenter de deux repas par jour* ». Certains enquêtés parlent d'abandonner « des mauvaises habitudes » afin de contribuer à leur bien-être et à celui des autres. Il s'agit donc d'économiser, d'aller à l'essentiel, d'éviter les dépenses inutiles, de revoir ses rapports à son entourage, à ses proches, bref de vivre autrement.

## IV. Recommandations

### ***1. Promouvoir une culture de la capitalisation et du partage d'expériences entre pays, OSC, organisations paysannes et autres acteurs, membres de l'Alliance***

La revue des documents officiels d'AGIR et de PRP révèle l'importance accordée par l'Alliance à la capitalisation, la documentation et la diffusion d'expériences et de bonnes pratiques. La valeur ajoutée d'AGIR réside dans la promotion et l'apprentissage mutuel et le partage des meilleures pratiques, à travers :

- la documentation, la capitalisation et le partage des expériences probantes-réussies ;
- la promotion de mécanismes de suivi des impacts ;
- l'encouragement pour la prise de décision politique en faveur de mécanismes de gouvernance et de planification valorisant le rôle de la femme dans les approches durables de résilience.

AGIR est donc mandatée pour documenter, capitaliser et partager les expériences probantes et les bonnes pratiques de résilience. En 2014, un atelier sur la contribution de la société civile attribue aux OSC la capitalisation et le partage d'expériences sans en préciser ni la méthodologie ni les moyens mis à disposition. En 2015, le bilan des activités réseaux portant sur l'axe 3, à savoir le suivi évaluation et la capitalisation, mentionne le plaidoyer et la communication à travers le processus de mise en ligne des documents produits dans le cadre de l'Alliance AGIR et la communication aux niveaux national, régional et international, sans plus de détails.

L'examen de PRP permet de constater un traitement différencié de la capitalisation, du plaidoyer et de la communication selon les pays, le Togo se positionnant comme le plus en pointe. Son PRP cite les médias (de proximité ou nationaux) comme acteurs de mise en œuvre de toutes les actions prioritaires, sans aller jusqu'à expliciter leurs rôles. Figurent aussi en bonne place dans le document pays des éléments de stratégie de communication : développement de partenariats stratégiques avec les médias locaux et nationaux, les leaders politiques, les organisations communautaires et la société civile ; élaboration de programmes de sensibilisation et information/formation pour les alertes précoces ; élaboration de programmes de soutien au développement d'outils de communication sur les bonnes pratiques de sécurité alimentaire, et sensibilisation sur les mesures adéquates de lutte contre la vulnérabilité. La palette de canaux de communication proposés comprend les émissions de télévision et de radio, les plaquettes et dépliants, les affiches, le théâtre traditionnel, les sketches, etc.

Il existe donc un socle pour la mise en œuvre d'actions spécifiques en réponse aux limites de la feuille de route et des PRP d'une part et des constats faits sur le terrain lors de la mission de capitalisation des bonnes pratiques de résilience d'autre part. Les propositions d'action ci-

dessous tiennent aussi compte des ressources d'AGIR : capsules, fiches techniques, brochure, plan de communication, film documentaire pour favoriser une culture de la capitalisation et du partage d'expériences.

### **Action 1 : Diffuser les supports de capitalisation AGIR et accroître sa visibilité**

Afin de promouvoir une culture de capitalisation et de partage des bonnes pratiques de résilience, AGIR doit veiller à la diffusion des capsules, fiches techniques, brochures, posters, auprès de l'ensemble de ses publics cibles tout en assurant sa propre visibilité à travers une large diffusion du documentaire par les chaînes de télévision dans les 17 pays de l'Alliance. Cette action visera aussi un objectif d'information et de sensibilisation sur la résilience et la dissémination des bonnes pratiques avec comme publics cibles prioritaires les organisations professionnelles agricoles, les techniciens de développement, y compris ceux des OSC et autres associations de développement, et les décideurs. Les points focaux viendraient en appui à cette action en l'adaptant à leur contexte national. Un canal de diffusion à mettre en œuvre serait l'organisation d'une foire aux bonnes pratiques. Cette foire pourrait regrouper une diversité d'expériences à l'échelle sous-régionale et favoriserait le partage d'informations ainsi que la mise en réseau des acteurs innovateurs et résilients.

### **Action 2 : Mobiliser les acteurs en pointe dans la mise en œuvre d'approches participatives**

Susciter l'intérêt des acteurs de terrain et des décideurs pour les bonnes pratiques ne garantit pas leur adoption. AGIR doit favoriser le partage d'expériences à travers les voyages d'études et stimuler la dissémination des bonnes pratiques. Cette action mobilisera la recherche et les OSC, très au fait des approches participatives d'identification des problématiques de résilience, de conduite des expérimentations, de tests et de diffusion et d'adoption.

### **Action 3 : Plaider pour favoriser la mise à l'échelle**

La construction de solides argumentaires pour plaider le passage à l'échelle se fera en documentant les résultats de la dissémination des bonnes pratiques à travers la production et la diffusion des témoignages, des histoires de vie, des études de cas. Pour ce faire, la Cellule technique AGIR utilisera les grilles de collecte des informations, d'analyse et de suivi des expériences de mise en œuvre des bonnes pratiques au niveau pays et au plan régional. La stratégie de communication en soutien au plaidoyer privilégiera les approches de communication interpersonnelle ou de proximité (visites, conférences, etc.) et de canaux appropriés tels que les policy papers.

### **Action 4 : Promouvoir l'affectation de ressources sur les aspects de capitalisation**

A l'endroit des bailleurs, il apparaît comme nécessaire de financer des activités de capitalisation au sein des projets et programmes de recherche et de développement. Aussi, il pourrait être envisagé d'inculquer le réflexe de capitalisation au travers des canaux de l'éducation formelle (cursus diplômant de l'enseignement supérieur) et informelle (atelier, formation continue, etc).

## ***2. Favoriser le plaidoyer envers les décideurs pour améliorer l'environnement juridique et institutionnel***

Les données recueillies au Burkina Faso, Mali, Niger et Togo révèlent que les initiatives publiques en matière de soutien aux bonnes pratiques de résilience (25% pour les pouvoirs publics et la recherche) restent relativement faibles, comparées à celles des ONG (50%). Elles sont par ailleurs mues par des intérêts (relance de la filière coton ou travaux de recherche) dont la pertinence peut échapper à certains acteurs. Une meilleure dissémination des bonnes pratiques de résilience passe par une plus forte implication des pouvoirs publics dans leur promotion, à travers deux types d'action :

- l'information et la sensibilisation sur le passage de l'approche « itinéraires techniques/vulgarisation » à la capitalisation et dissémination des bonnes pratiques ;
- le plaidoyer pour l'insertion d'un volet « bonnes pratiques de résilience » dans les projets et programmes de développement.

### **Action 5 : Prise en compte de la capitalisation et de la diffusion des bonnes pratiques de résilience dans les projets et programmes**

Si certains programmes et projets de résilience accordent une place importante à la capitalisation et au partage des bonnes pratiques, cette tendance reste minoritaire. Or l'existence des bonnes pratiques dépend en grande partie de la capitalisation des résultats, outils et méthodes des projets, programmes et politiques de développement. AGIR pourrait porter ce message, en se fondant sur les constats de la mission de capitalisation.

Un plaidoyer pourrait être porté pour la prise en compte des bonnes pratiques de résilience dans les PNIA 2<sup>ème</sup> génération.

### **Action 6 : Valoriser les bonnes pratiques dans les politiques tels que les Priorités Résilience Pays**

Le processus d'élaboration des PRP dans les 17 pays parties-prenantes d'AGIR n'est pas entièrement abouti. En avril 2016, on note que 11 pays de la sous-région avaient déjà validé ou étaient en cours de validation des PRP-AGIR ; *Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Tchad et Togo (validé) et Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Sénégal (en cours de validation)*. Ainsi, les bonnes pratiques identifiées et décrites dans les différents supports de capitalisation d'AGIR pourrait venir alimenter, dans un premier temps, les PRP des 6 pays dont l'élaboration est en cours (*Bénin, Ghana, Guinée, Libéria, Nigéria et Sierra Leone*).

### **Action 7 : Promouvoir et mieux documenter la capitalisation des bonnes pratiques des piliers 1, 2 et 4**

La mission de capitalisation effectuée dans les quatre pays fait apparaître un fort déséquilibre entre les quatre piliers d'AGIR au profit du pilier 3 portant sur l'amélioration durable de la productivité agricole et alimentaire, les revenus des ménages vulnérables et leur accès aux aliments. Il s'agira alors de communiquer pour mettre en exergue le déséquilibre tout en expliquant la nécessaire complémentarité entre les piliers. L'approche d'information et de

sensibilisation de certains publics cible, notamment les organisations paysannes, devra prendre en considération le fait que ce discours sur l'importance à accorder aux trois autres piliers peut être perçu à tort comme l'imposition de nouveaux courants de pensée. La documentation d'une diversité des bonnes pratiques de ces trois piliers devrait permettre de limiter ce risque de rejet.

### **Action 8 : Promotion d'espace d'échange et de partage des bonnes pratiques de résilience**

La diffusion pour l'adoption et le maintien des bonnes pratiques de résilience peut se faire au travers de l'organisation d'évènements ponctuels tels que des ateliers de partage. AGIR pourrait s'impliquer dans la création et la coordination de plateformes d'échanges multi-acteurs (paysans, OSC, Recherche, Service de l'Etat, etc) aux échelles locale, nationale et sous-régionale. Le circuit de diffusion des bonnes pratiques se ferait en boomerang puisque la base partagerai des bonnes pratiques avec l'échelle nationale, qui à son tour les déverserait au sein de la plateforme régionale pour les partager à nouveau avec une plateforme nationale et locale d'un autre pays. La plateforme régionale servirait de courroie de transmission de l'information entre les différentes plateformes locales.

### **Action 9 : Renforcer le partenariat avec les OSC et en particulier avec le ROPPA et les Chambres d'Agricultures**

Les organisations de la société civile sont parties prenantes de l'Alliance, cependant on observe à ce jour une moindre implication de certaines OSC qui s'avèrent pourtant être un maillon essentiel dans la diffusion, l'adoption et le maintien des bonnes pratiques ainsi que le plaidoyer envers les décideurs ; il s'agit du ROPPA et des Chambres d'Agricultures des différents pays. L'implication accentuée des OSC et de ces dernières en particulier aurait pour effet une meilleure adaptation de l'environnement institutionnel aux contraintes et aux besoins de la société civile.



### ***3. Mettre les plus vulnérables au cœur de la capitalisation et du partage, de l'adoption et du maintien des bonnes pratiques***

De nombreuses bonnes pratiques nécessitent des ressources financières, humaines et matérielles, parfois limitées, voire inexistantes. Cela constitue un blocage à l'accès des plus pauvres aux innovations.

#### **Action 10 : Favoriser des appels à propositions qui financent la mise en œuvre des bonnes pratiques en faveur des plus démunis**

Si le nerf de la guerre est l'argent alors un des leviers pour atteindre les populations les plus vulnérables se trouve auprès de ceux qui financent. Les orientations données à leurs financements impliquent une certaine logique de mise en œuvre des projets ou activités financés. De par sa posture multisectoriel, multi-pays et pluri-acteurs ; AGIR peut légitimement porter un message pro-résilience auprès des bailleurs traditionnels pour sensibiliser sur l'importance de la prise en compte des plus vulnérables. Un des concepts de message clé pourrait plaider pour une plus grande part des financements de projets allouée à la mise en œuvre des bonnes pratiques en faveur des plus démunis et vulnérables.

#### **Action 11 : Produire et diffuser des connaissances autrement**

Aujourd'hui encore, la production de fiches techniques, relève très souvent de la responsabilité des organismes de recherche et de développement, davantage portés sur l'itinéraire et les performances techniques que sur les approches d'adoption de leurs innovations. Il est temps de faire entendre un discours différent sur une plus forte implication des producteurs ruraux, des pasteurs et d'autres groupes vulnérables dans la production de contenus scriptovisuels, audio et audiovisuels sur les bonnes pratiques de résilience, qui privilégieraient leur perspective. AGIR de par ses missions<sup>1</sup>, peut légitimement porter ce débat à travers deux concepts de messages clefs : la nécessité de coproduire les connaissances en impliquant fortement les publics cibles concernés par les pratiques de résilience pour en faciliter l'adoption et les avantages liés à la mise en œuvre d'approches innovantes qui

---

<sup>1</sup>Information et lobbying au niveau des pays cibles et au plan régional ;

- soutien/facilitation des processus de dialogues inclusifs (formulation de priorités nationales) et de mise en synergie entre les parties concernées au niveau pays ;
  - ***appui aux pays dans la revue des politiques, stratégies et programmes existants mettant en évidence leurs dimensions « résilience » et en ajoutant les dimensions manquantes ;***
  - ***appui au processus de dialogues inclusifs dans les pays et à la formulation des PRP-AGIR ;***
- facilitation de la mise en œuvre opérationnelle des priorités régionales retenues ;
- suivi-évaluation de la mise en œuvre des priorités régionales et nationales et suivi technique de la mise œuvre d'AGIR ;
- capitalisation et partage des expériences nationales ;
- coordination (en collaboration avec l'équipe d'appui technique) de l'organisation des rencontres de suivi et d'orientation des activités de l'Alliance.

permettraient de concilier capitalisation et communication participative pour le développement. L'approche participative doit être de mise sur l'ensemble des étapes du processus, allant de l'identification des bonnes pratiques jusqu'au plaidoyer.

« Autrement » fait référence à une plus grande implication des populations vulnérables tout au long du processus ainsi qu'à une amélioration de la coordination des différents acteurs et notamment de la recherche et des agents de développement.

### **Action 12 : Encourager des actions spécifiques d'adoption des bonnes pratiques par les groupes vulnérables**

Parce qu'elle crée les conditions d'un travail en synergie entre acteurs du développement, à travers les PRP, AGIR peut conduire un plaidoyer pour soutenir des initiatives d'adoption des bonnes pratiques par les plus vulnérables. Ce plaidoyer pourrait aussi concerner le foncier à travers la mise à disposition de certaines catégories de terres au profit de groupements de petits exploitants agricoles sans terre.

### **Action 13 : Construire une démarche de capitalisation adaptée aux plus vulnérables**

La capacité de diffusion et d'adoption des bonnes pratiques dépend de la méthode et de l'approche de capitalisation. Qui est le mieux placé pour se faire comprendre par un paysan ? Un autre paysan. Qui est le mieux placé pour se faire comprendre d'un agent des services déconcentrés de l'Etat ? Un autre agent des services déconcentrés de l'Etat. Et ainsi de suite. La démarche de capitalisation adaptée aux plus vulnérables doit se concentrer sur les plus vulnérables via une démarche de capitalisation pair à pair. La ligne éditoriale de cette présente capitalisation pose les jalons d'une telle démarche mais la réflexion doit se poursuivre dans le cadre de l'Alliance.

**Les trois recommandations et treize actions décrites ont été validées par l'ensemble des participants** à l'atelier de validation des supports de capitalisation de la CT-AGIR en Novembre 2016.

L'ensemble des participants ainsi que le consortium sont conscients des besoins financiers que l'ensemble de ces actions impliquent. C'est pourquoi ils suggèrent que la CT-AGIR organise en 2017 une **table-ronde des partenaires techniques et financiers** pour assurer le financement de son plan d'action à horizon 5 ans.

## Conclusion

### Bonnes pratiques de résilience : une affaire d'hommes, une affaire de « riches »

La façon dont les plus pauvres peuvent accéder aux innovations, qui nécessitent un minimum de ressources en termes d'actifs et de fonds, voire de foncier, interpelle sur les approches les plus pertinentes pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques pro-résilience. Les constats issus de la collecte des bonnes pratiques dans les quatre pays mettent en évidence les faits suivants :

**1** – La plupart des porteurs d'innovation sont des notables, très proches des cercles locaux du pouvoir, membres influents des coopératives et groupements. Au Togo, Siamé Kanfatibé, à l'initiative de la mise en défens de la forêt de son village, est proche de la chefferie traditionnelle. Au Burkina, Kani Jean, membre du groupement Bodissé, promoteur du warrantage est un agro businessman (20 ha de coton, 23ha de maïs, du soja et du sésame comme spéculations, prestation de services en saison hivernale, embouche bovine, etc.). Sofiane Koné (parc amélioré) est un gros cotonculteur et un propriétaire foncier. Même là où les plus pauvres bénéficient d'une innovation (les femmes et le centre de collecte de lait), le dispositif mis en place remet les leviers du pouvoir entre les mains des hommes, ces collecteurs de lait qui finissent par constituer une classe de nouveaux riches.

La diffusion des bonnes pratiques ou les initiatives qui en tiennent lieu emprunte le circuit classique de la vulgarisation avec ses acteurs (les agents techniques de l'Etat, des ONG, des projets...) et ses tares. Certes, les approches en matière de dissémination évoluent, la prise en compte des groupes vulnérables apparaît en filigrane dans les actions mises en œuvre, les politiques aussi semblent s'orienter dans cette direction. Mais la réduction du personnel d'animation, de surcroît peu outillé dans la mise en œuvre effective d'approches nouvelles de partage et surtout d'adoption d'expériences ne permettent pas d'accroître le nombre de personnes résilientes susceptibles de connaître l'existence d'une bonne pratique, de se sentir capable de la mettre en œuvre, de l'adopter et surtout de la maintenir.

**2** - L'accès à l'innovation est conditionné par la disponibilité du foncier (cas du mucuna), du bétail (alimentation des animaux de trait et parc amélioré) ou de moyens de déplacement (centres de collecte de lait), etc.

**3** - Les producteurs agricoles vulnérables, les agro pasteurs ou pasteurs et les travailleurs pauvres en milieu urbain et rural, publics cibles d'AGIR, se montrent généralement réservés face à l'introduction d'une nouvelle technologie, très souvent pour des raisons financières. Par contre, les plus exposés de longue date à l'innovation l'acceptent plus facilement. Un leader paysan résume ainsi la situation : « si les techniciens ou les chercheurs viennent avec une innovation, si tu n'es pas le premier, ne sois pas le dernier ».

**4** - Les jeunes utilisés comme main d'œuvre pour la mise en œuvre de l'innovation (cas du paillage) n'en ont pas le contrôle.

**5** - Les femmes qui bénéficient des effets des bonnes pratiques comme les revendeuses de lait ou les productrices de tchoukou, un fromage traditionnel au Niger, restent au bas de l'échelle.

**6** - Les intervenants extérieurs à l'origine de l'introduction de l'innovation préfèrent le maintien du statu quo pour assurer le succès de leur expérimentation. Ils ne veulent pas interférer dans le choix des testeurs d'innovation. Ce faisant, ils maintiennent le statu quo favorable aux pouvoirs établis.

**7** - L'accès à l'information dépend de la relation établie avec les agents de développement, eux mêmes poussés à nouer des relations avec l'establishment local pour mener à bien leur mission (cas de l'alimentation des bœufs de trait et du mucuna où le porteur de projet a été informé par son ami technicien).

L'accès à l'information est déterminé par la position sociale. Et la dissémination des bonnes pratiques de résilience n'y échappe pas.

Pour faciliter l'accès des plus vulnérables aux innovations, chercheurs, agents techniques, gouvernants, etc. doivent réviser leurs pratiques d'intervention, en s'assurant que ceux-ci prennent part à l'identification des problèmes, à l'expérimentation de la bonne pratique, à sa dissémination, etc.